



THEME : AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES – VŒUX ET MOTIONS
OBJET : MOTION RELATIVE AUX CONDITIONS D'APPLICATION DE LA LOI DITE
ZAN « ZERO ARTIFICIALISATION NETTE »

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 13 novembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Radikah JUMMUN donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Nathalie TISSOT,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

L'application du principe de « Zéro artificialisation nette », prévu par la loi climat et résilience d'août 2021, et complétée par la loi du 20 juillet 2023 (visant à *faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux*), pose de nombreuses difficultés pour les communes et suscite beaucoup d'interrogations de la part des élus locaux.

Sur le fond les délais fixés par la loi sont intenables et le flou juridique va générer de nombreux contentieux.

Sur la forme cette loi qui impose un objectif imposé par l'Etat, avec une approche totalement centralisée et sans concertation véritable avec les élus locaux, constitue une forme d'atteinte à l'autonomie des collectivités locales. En effet les Maires se voient ainsi dessaisis de leur compétence en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, contraints d'appliquer un zonage découlant d'interprétation et de choix de services de l'Etat.

Concernant plus spécifiquement la commune de Nantua l'application de cette loi va conduire à une réduction drastique du droit à construire y compris pour des parcelles actuellement situées en zone urbanisable alors qu'il faut faire face à l'accueil de nouveaux habitants.

En effet la restriction en termes de constructibilité induite par la loi dite ZAN ne sera pas sans conséquence pour le développement de la ville de Nantua dont la superficie disponible est déjà fortement restreinte de par :

- La présence du lac
- Une forêt communale importante
- Les emprises de la voirie
- Un relief prononcé

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Tout le potentiel de terres agricoles est déjà exploité.

Le résiduel de zones urbanisables et constructibles reste limité et sans d'impact sur le paysage, la nature et la qualité du patrimoine.

Réduire encore ce potentiel constructible serait problématique car la rénovation urbaine de centre-ville ne suffira pas à elle seule à faire face à la pression démographique que connaît le secteur du fait de la proximité avec le pays de Gex et la Suisse.

C'est pourquoi il sera proposé lors de la séance du Conseil Municipal du 13 novembre d'adopter une motion pour solliciter un moratoire sur l'application de cette loi.

Car si l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique doit être une priorité absolue, il ne peut se faire au détriment de la démocratie locale.

En effet, il ne pourra être atteint sans associer largement les acteurs de terrain et sans tenir compte des spécificités territoriales et locales.

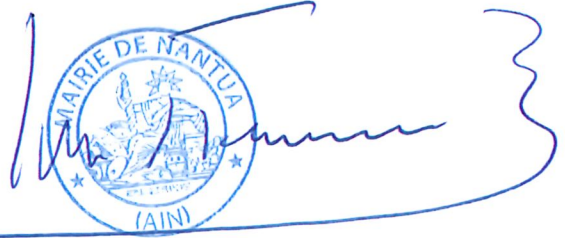
Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A 17 VOIX POUR ET 1 ABSTENTION DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE cette motion,**
- **CHARGE Monsieur le Maire à transmettre la délibération aux services de l'Etat.**

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le

ID : 001-210102695-20231113-RJ202390-DE

Berger
Levrault